

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'Ecologie, du
Développement durable et de l'Energie

Transport, Mer et Pêche

Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture

ITM

Circulaire du 24 décembre 2012 **fixant la procédure et le calendrier relatifs à la préparation des arrêtés et circulaires** **d'attribution des permis de mise en exploitation pour l'année 2013**

NOR : TRAM1241693C

(Texte non paru au journal officiel)

Le ministre délégué auprès de la ministre de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie, en charge des transports, de la mer et de la pêche ;

Pour exécution :

Préfets de région

Directeurs interrégionaux de la mer (DIRM)

Directeurs départementaux des Territoires et de la Mer – Délégation à la Mer et au Littoral

Pour information :

Directrice des affaires maritimes

Résumé : La présente circulaire a pour objet de fixer la procédure et le calendrier relatifs à la préparation des arrêtés et circulaires d'attribution des permis de mise en exploitation « un pour un », « de Droit » et « autre » des navires de pêche pour la façade Atlantique-Manche-Mer du Nord et pour la façade Méditerranée pour l'année 2013.

Mots-clés : Permis de mise en exploitation (PME), calendrier, transmission, tableaux des Commissions régionales des pêches maritimes et de l'aquaculture marine (COREPAM).

Circulaire(s) abrogée(s) : CIRCULAIRE n°DPMA/SDRH/C2012-9609 du 30 avril 2012.

Date de mise en application : immédiate

Nombre d'annexes : 3

Publication	<input checked="" type="checkbox"/> BO	<input checked="" type="checkbox"/> Site circulaires.gouv.fr	<input type="checkbox"/> Non publiée
-------------	--	--	--------------------------------------

Textes de référence :

Règlement (CE) n°2371/2002 du Conseil du 20 décembre 2002 relatif à la conservation et à l'exploitation durable des ressources halieutiques dans le cadre de la politique communautaire de la pêche ;

Règlement (CE) n°1224/2009 du Conseil du 20 novembre 2009 instituant un régime communautaire de contrôle afin d'assurer le respect des règles de la politique commune de la pêche ;

Règlement (CE) n°109/1994 de la Commission, du 19 janvier 1994, relatif au fichier communautaire des navires de pêche ;

Règlement (CE) n°26/2004 de la Commission du 30 décembre 2003 relatif au fichier de la flotte de pêche communautaire ;

Règlement (UE) n°1013/2010 de la Commission du 10 novembre 2010 établissant les modalités d'application de la politique de l'Union en matière de flotte définie au chapitre III du règlement (CE) n°2371/2002 du Conseil

Code rural et de la pêche maritime ;

Décret n°90-94 du 25 janvier 1990 pris pour l'application du titre II et du titre IV du livre IX du code rural et de la pêche maritime ;

Décret n°90-95 du 25 janvier 1990 modifié pris pour l'application de l'article 3 du décret du 9 janvier 1952 modifié fixant les conditions générales d'exercice de la pêche maritime dans les zones de pêche non couvertes par la réglementation communautaire de conservation et de gestion ;

Décret n°93-33 du 8 janvier 1993 modifié relatif au permis de mise en exploitation des navires de pêche, pris pour l'application de l'article 3-1 du décret-loi du 9 janvier 1952 modifié portant sur l'exercice de la pêche maritime ;

Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Décret n°2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives ;

Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

Décret n°2010-130 du 11 février 2010 relatif à l'organisation et aux missions des directions interrégionales de la mer ;

Circulaire n°DPMA/SDRH/C2009-9627 du 20 octobre 2009 rappelant les délais de validité du permis de mise en exploitation des navires de pêche et prononcé de l'inactivité des navires de pêche pour la façade Atlantique-Manche-Mer du Nord et pour la façade Méditerranée.

Circulaire n°DPMA/SDRH/C2010-9634 du 11 octobre 2010 relative aux modalités d'instruction, de délivrance et de validité des permis de mise en exploitation des navires de pêche pour la façade Atlantique-Manche-Mer du Nord et pour la façade Méditerranée.

SOMMAIRE

1. INTRODUCTION

2. CALENDRIER PREVISIONNEL DE PUBLICATION

3. CONSULTATION DES REGIONS SUR LES DEMANDES DE PME EN COURS

3.1 Notification des demandes de PME en cours

3.2 Informations à restituer

3.3. Observations et compléments de dossier

3.4 Envoi à la DPMA

4. Notification du suivi des décisions d'attribution de PME

ANNEXE 1 : Calendrier prévisionnel de la consultation relative aux PME de février 2013 à janvier 2014

ANNEXE 2 : Tableau des demandes de PME recensées au niveau régional et précisions sur la feuille d'observations jointe

ANNEXE 3 : Codification du tableau régional des demandes et des décisions de PME

1. INTRODUCTION

La présente circulaire précise les conditions de collecte des données nécessaires à la mise en forme et à la publication de l'arrêté périodique fixant les contingents régionaux d'attribution des PME. La procédure ci-après concerne les échanges d'informations entre les services instructeurs des dossiers de demande de PME en région et la Direction des Pêches Maritimes et de l'Aquaculture (DPMA) en préalable à l'élaboration de l'arrêté.

2. CALENDRIER PREVISIONNEL DE PUBLICATION

Afin de permettre une régularité dans l'échéance des publications et de faciliter l'organisation des tâches à tous les niveaux d'instruction, un calendrier prévisionnel relatif à l'ensemble de la procédure préalable et postérieure à la publication de l'arrêté contingent PME est proposé en annexe 1 de la présente circulaire.

Toute demande de PME transmise après les dates limites de transmission des informations nécessaires à l'instruction des arrêtés PME sera reportée, le cas échéant, à l'arrêté suivant.

3. CONSULTATION DES REGIONS SUR LES DEMANDES DE PME EN COURS

3.1. Notification des demandes de PME en cours

Le tableau récapitulant les demandes de PME (annexe 2) recense l'ensemble des dossiers déposés en région après instruction et classement par ordre de priorité effectués lors des dernières COREPAM. Le tableau de saisie est assorti d'un onglet, situé en bas de page, indiquant la codification commune (annexe 3) à utiliser afin de faciliter le traitement des données à analyser.

Il est impératif de veiller à saisir l'ensemble des données demandées pour permettre à la DPMA d'effectuer une instruction rapide et efficace des dossiers présentés. En l'absence des informations sollicitées, les dossiers de demandes de PME transmis seront reportés à l'arrêté suivant.

3.2. Informations à restituer

➤ La catégorie de PME :

Les demandes de PME doivent être classées par catégorie de PME qui sont les suivantes :

- **un pour un** : remplacement à capacités égales ou inférieures en tonnage (UMS) et en puissance (kW) ;
- **de droit** : navire remplacé affecté d'une cause d'innavigabilité définitive depuis moins d'un an à compter de la date de demande du PME de droit ;

- **augmentation de capacité (UMS S') pour raison de sécurité** : augmentation de jauge conforme à l'article 9 du règlement n°1013/2010 (justificatifs du CSN précisant que les travaux ont été effectués **au dessus du pont** et plans éventuels à fournir en pièces jointes).

- « **autre** » pour toutes les autres situations.

La catégorie du PME est une information préalable **obligatoire**.

➤ Le type de PME :

La demande de PME doit aussi être associée à **un type de PME**, c'est-à-dire le motif pour laquelle la demande a été effectuée : construction, importation, réarmement après une période d'inactivité ou après changement d'activité, augmentation de puissance et/ou de jauge, augmentation jauge UMS pour raison de sécurité.

➤ Le demandeur :

Les renseignements concernant **le demandeur du PME** doivent être **obligatoirement** complétés. Il s'agit des informations relatives :

- au métier (codes FAO engins),
- à la zone de pêche (carré CIEM),
- aux espèces ciblées (codes FAO).

En fonction des pêcheries visées, la demande doit préciser, le cas échéant, si le demandeur dispose des droits de pêche qui seront nécessaires pour y accéder. Ces éléments attestent de la viabilité économique du projet professionnel en cours.

➤ Le navire :

Enfin, il doit être mentionné dans le tableau récapitulatif :

- les caractéristiques du **navire entrant** ou en projet ;
- les caractéristiques du ou des **navires sortant** ;
- le calcul des variations de capacités inhérentes aux deux premiers alinéas.

3.3. Observations et compléments de dossier

Toutes les observations complémentaires doivent être annotées sur une ou plusieurs feuilles accompagnant le tableau.

De même, l'ensemble des pièces administratives complémentaires jugées utiles à une meilleure compréhension des dossiers présentés, sont à transmettre en même temps que le tableau de saisie et mentionnées sur la feuille destinée aux observations.

3.4. Envoi à la DPMA

L'ordre de priorité défini par la COREPAM suite à l'instruction préalable réalisée en région, sera suivi par la DPMA sous réserve du respect des possibilités de pêche existantes.

L'instruction rapide et efficace de la DPMA est le résultat de l'analyse des dossiers réputés « complets », c'est-à-dire dont toutes les colonnes nécessaires à l'instruction ont été renseignées.

Le tableau dument complété sera transmis à la DPMA par le responsable du service des Affaires Economiques de la région concernée. A réception du tableau, un email de confirmation de réception sera transmis en retour.

3. Notification du suivi des décisions d'attribution de PME

Enfin, en préalable à l'instruction d'un arrêté PME, la DPMA adressera pour actualisation à chaque région un inventaire des PME en cours de validité. La mise à jour de ce fichier est un préalable nécessaire à l'établissement des contingents de capacité disponible au sein de chaque région.

En effet le suivi des décisions de PME a un impact direct sur le solde du contingent en puissance et en tonnage. Sa mise à jour conditionne ainsi les nouvelles attributions.

Son retour régulier par transmission email est prévu sur l'échéancier joint en annexe 1 de la présente circulaire.

Fait, le 24 décembre 2012

Pour le ministre délégué, chargé des transports,
de la mer et de la pêche
et par délégation,

La directrice des pêches maritimes
et de l'aquaculture

La directrice adjointe
du secrétaire général

Cécile BIGOT

Pascale BUCH

Annexe 1
Calendrier prévisionnel
Février 2013 – Janvier 2014

Arrêté de mars 2013

Lundi 11 mars 2013 : fin de la consultation pour l'arrêté d'attribution des PME de sécurité « UMS's », « un pour un » et « de Droit » du mois de mars 2013 et transmission du tableau de suivi des décisions d'attribution des PME.

Semaine 13 : publication de l'arrêté et de la circulaire d'attribution des PME « un pour un » et « de Droit » du mois de mars 2013.

Arrêté de Mai 2013

Lundi 6 mai 2013 : fin de la consultation pour l'arrêté d'attribution des PME de sécurité « UMS's », « un pour un » et « de Droit » du mois de mai 2013 et transmission du tableau de suivi des décisions d'attribution des PME.

Semaine 22 : publication de l'arrêté et de la circulaire d'attribution des PME de sécurité « UMS's », « un pour un » et « de Droit » du mois de mai 2013.

Arrêté d'Août 2013

Lundi 05 août 2013 : fin de la consultation pour l'arrêté d'attribution des PME « Autres », de sécurité « UMS's », « un pour un » et « de Droit » du mois d'août 2013 et transmission du tableau de suivi des décisions d'attribution des PME.

Semaine 35 : publication de l'arrêté et de la circulaire d'attribution des PME « Autres », « un pour un » et « de Droit » du mois d'août 2013.

Arrêté d'Octobre 2013

Lundi 7 octobre 2013 : fin de consultation fin de la consultation pour l'arrêté d'attribution des PME de sécurité « UMS's », « un pour un » et « de Droit » du mois d'octobre 2013 et transmission du tableau de suivi des décisions d'attribution des PME.

Semaine 44 : publication de l'arrêté et de la circulaire des PME de sécurité « UMS's », « un pour un » et « de Droit » du mois d'octobre 2013.

Arrêté de Janvier 2014

Lundi 6 janvier 2014 : fin de la consultation pour l'arrêté d'attribution des PME « Autres », de sécurité « UMS's », « un pour un » et « de Droit » du mois de janvier 2014 et transmission du tableau de suivi des décisions d'attribution des PME.

Semaine 5 : publication de l'arrêté et de la circulaire d'attribution des PME « Autres », « un pour un » et « de Droit » du mois janvier 2014.

ANNEXE 2

DEMANDES DE PME RECENSEES AU NIVEAU REGIONAL

REGION	Ordre de Priorité COREPAM	Navire en projet														navire modifié ou engagé au retrait						Variation Entrée/Sortie			Date COREPAM
		Catégorie du PME	Type	Nom de l'Armateur	Age	Métier	Zones de Pêche	Espèces ciblées	Nom du Navire en Projet	Quartier du Navire en Projet	Immatricula- tion du Navire en Projet	LHT du Navire en Projet	kW du Navire en Projet	UMS du Navire en Projet	UMS'S du Navire en Projet (1)	Nom du Navire à Sortir	Quartier du Navire à Sortir	Immatricu- lation du Navire à Sortir	LHT du Navire à Sortir	kW du Navire à Sortir	UMS du Navir e à Sortir	Variatio n kW	Variati on UMS	Variati on UMS'S (1)	
Bretagne	1	un pour un	C	MARTIN Yvon	35	OTB	Vlle	COD	non connu	GV	non connue	15	32	112		GEANT DES MER	GV	632472	13	32	112	0	0		02/02/2012

(1) UMS'S = UMS pour raisons de "Sécurité"

Les observations doivent être jointes sur une ou plusieurs feuilles (format au choix) à part, visée(s) par la personne responsable des Affaires Economiques de la ou les régions concernées.

Il est important de joindre à ces observations les documents demandés (voir codification) ainsi que l'ensemble des pièces administratives jugées utiles à l'instruction.

ANNEXE 3

Codification du tableau régional de demandes de PME

Catégorie		Important
Un pour Un	Un pour Un	Remplacement à capacités égales ou inférieures (kW et UMS)
PME de droit	D	Navire remplacé affecté d'une cause d'innavigabilité définitive
Augmentation de capacité pour raisons de sécurité	Js	Justificatifs du Centre de Sécurité à fournir (travaux effectués au dessus du pont + plans éventuels)
Les autres situations	Autre	Tous les autres cas

Type	
Construction	C
Importation	I
Réarmement après une période d'inactivité	F
Réarmement après un changement d'activité	Fa
Augmentation de puissance	R
Augmentation de jauge	J
Augmentation de puissance et de jauge	R&J
Jauge sécurité	Js

CODIFICATION TABLEAU DE SUIVI DES DECISIONS

Les délais de validité du PME	
Construction navires > 25 m	3 ans
Construction navires < = 25 m	2 ans
Augmentation de capacité navires > 25 m	2 ans
Augmentation de capacité navires < = 25 m	1 an
Autres situations	6 mois

La nature du PME	
Un pour Un	un pour un
PME de droit	D
Augmentation de capacité pour raisons de sécurité	Js
Autres situations	autres

La nature du projet	
Construction	C
Importation	I
Réarmement après une période d'inactivité	F
réarmement après un changement d'activité	Fa
Augmentation de puissance	R
Augmentation de jauge	J
Augmentation de puissance et de jauge	R&J
Jauge sécurité	Js

Situation du PME	
Le PME n'est pas encore utilisé	1
Le PME a été prolongé	2
Le PME est échu ou a été annulé	3
Le PME a été utilisé	4

Situation du navire engagé au retrait	
Le(s) navire(s) n'est (ne sont) pas encore sorti(s)	E
Le(s) navire(s) est (sont) sorti(s)	S